

SELON LE CHEF DE LA DIPLOMATIE RUSSE

«Les relations entre l'Algérie et la Russie sont excellentes»

La Russie et l'Algérie sont sur la même longueur d'onde concernant nombre de préoccupations bilatérales et partagent, à des nuances près, bien de points de vue au sujet de ce qui caractérise le monde de conflits et de phénomènes.

Et c'est le chef de la diplomatie russe qui le soutient dans un long entretien accordé hier à notre confrère arabophone *El Khabar*. «Les relations entre l'Algérie et la Russie sont excellentes, notamment au plan politique», soutient Serguei Lavrov qui s'est dit «très content de la coopération entre nos deux pays en matière de lutte antiterroriste».

Une coopération accompagnée, a-t-il poursuivi, «d'une dynamique efficace concernant les dossiers entre les deux pays». Il y a un rapprochement des points de vue au sujet de nombre de questions sécuritaires internationales puisque, dit-il, «nous partageons la conviction quant au fait que les solutions à ces problèmes ne sauraient intervenir sans le respect des lois internationales avec la référence à l'ONU et son Conseil de sécurité».

Et à Lavrov de souligner que le groupe de travail bilatéral dédié à la lutte antiterroriste et le crime organisé s'intéresse aussi à la prospection des moyens de lutte contre l'extrémisme au sein des sociétés et la prévention contre le phénomène sur les volets économique, social et idéologique avec, notamment, «la prise en compte de la situation grave au Sahel».

Pour la Russie, affirme son chef de la diplomatie, «la situation en Libye constitue des menaces terroristes sur les pays du voisinage dont l'Algérie». Ceci, argumente-t-il, «en raison du déploiement sans limites et sans contrôle des armes». Et le meilleur exemple de cette menace est, soutient-il encore, «l'attaque du site gazier de Tiguentourine en janvier dernier. D'où notre attachement à l'application de la résolution 2017 du Conseil de sécurité de l'ONU proposée par la Russie qui vise à limiter du phénomène du déploiement des armes libyennes qui constitue une menace sérieuse pour la stabilité des pays de la région dont l'Algérie».

Seule «fausse note» mineure, par ailleurs, entre les deux pays, la question du paiement des rançons aux terroristes en contrepartie de la libération des otages. Lavrov pense qu'il ne faut pas se limiter à la seule criminalisation du paiement des rançons aux terroristes en vue de libérer des otages, qui constitue la préoccupation de l'heure, notamment au Sahel, en Afrique. Il faudra, selon lui, «accompagner cet engagement par un arsenal de mesures visant à libérer les otages».

Car, soutient-il, «nous avons la conviction que le point doit s'articuler sur la nécessité de sauver la vie des otages, le financement du terrorisme ne se limitant pas à l'argent des rançons car constituant une problématique beaucoup plus complexe».

Concernant la situation en Syrie, le ministre russe des Affaires étrangères soutient que ce qui se passe dans ce pays est loin de constituer un conflit entre forces internationales. Il réitérera la position de son pays quant à la solution à cette grave crise qui passe, selon lui, «à travers un dialogue entre les Syriens eux-mêmes, sans aucune intervention militaire étrangère ou une quelconque autre interférence».

Il exprime toute sa crainte quant à la coordination de plus en plus accrue entre les différentes factions armées relevant d'Al Qaïda, qui visent, selon lui «à faire capoter toute initiative de faire cesser l'effusion de sang, en attisant les différences religieuses et ethniques». Et de considérer la décision d'armer les groupes de l'opposition «de nature à ne pas ramener la paix en Syrie».

Bien au contraire, «cela ne provoquera que davantage d'effusion de sang des Syriens et la détérioration de la situation dans la région», estime-t-il. «Ce serait commettre une grave erreur que de considérer qu'il y aura un vainqueur et un vaincu tant c'est tout le monde qui sera perdant du fait de ce qui caractérise le monde de ce nouveau siècle totalement différent de celui du siècle écoulé», affirme encore Lavrov.

Mohamed Kebci

ÉGYPTE

L'armée reprend la main

Les événements se sont accélérés hier après-midi au Caire, à l'expiration de l'ultimatum de 48 heures que l'armée avait fixé lundi au président Mohamed Morsi pour satisfaire aux revendications du peuple égyptien. Seul dans son palais présidentiel, déserté par ses collaborateurs, Mohamed Morsi attendait la confrontation, forcément douloureuse, avec le sort qui lui est réservé.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Peu de doutes, en vérité, sur la destinée du président Morsi, contesté par des millions de ses compatriotes et lâché par l'armée.

Alors que tout le monde était dans l'attente de la divulgation de la feuille de route de l'armée, laquelle devait sérier les mesures prises pour sortir de la crise politique qui secoue le pays, le conseiller pour la sécurité nationale du président Morsi, Essam Al Haddad, a anticipé la dénonciation d'un coup d'Etat militaire en cours d'exécution. «Dans l'intérêt de l'Égypte et pour la précision historique, appelons ce qui se passe par son vrai nom : un coup d'État militaire», a-t-il diffusé sur sa page officielle Facebook, après avoir pris le soin d'informer que c'était là le dernier message qu'il diffusait en tant que conseiller à la sécurité. «Alors que j'écris ces lignes, je suis parfaitement conscient qu'elles sont peut-être les dernières que je vais publier sur cette page.» Le décor pour une destitution du président Morsi était, d'ailleurs, planté depuis mercredi matin, lorsque l'armée égyptienne, qui avait entendu Morsi affirmer qu'il n'abdiquerait pas à l'ultimatum qui lui était fixé, a déclaré être prête à défendre le peuple contre le terrorisme et les extrémismes, même au prix du sang. Il était dès lors peu probable



Photo : DR.

qu'un compromis politique puisse intervenir in extremis entre les deux parties, l'armée et la présidence, d'autant que l'expiration de l'ultimatum devait arriver dans quelques heures. La réunion, programmée dans la journée entre le chef suprême des armées Abdel Fattah Al Sissi, le représentant de l'opposition, Mohamed Al Baradei, et les dignitaires religieux, mais à laquelle ont refusé de participer les partis islamistes, dont le Parti justice et liberté, d'où est issu Mohamed Morsi, était un prélude à la feuille de route que l'armée entendait mettre en application. Elle faisait office d'une concertation nécessaire avant un passage à l'acte, devenu inéluctable, au vu des inconciliables positions sur lesquelles campait chacun des deux antagonistes.

Trop tard

Pris dans l'étau qui n'avait de cesse de se resserrer sur lui, depuis le ralliement de l'armée à la

cause du peuple, le président Morsi a tenté, hier, une ultime échappatoire. En milieu d'après-midi, alors que les chars se déployaient dans les rues du Caire, notamment à proximité des rassemblements de ses partisans, il a proposé sa propre feuille de route pour dépasser la crise. Mohamed Morsi s'est engagé à former un gouvernement de consensus national qui aura à charge d'organiser les prochaines élections législatives. Une proposition que l'armée et l'opposition ont fait semblant de n'avoir pas entendue, ce qu'ils réclament étant son départ du pouvoir et la tenue d'élections présidentielles anticipées. Trop tard, le coup était déjà parti, lui ont-ils signifié, en poursuivant de mettre en œuvre leur propre feuille de route. Le président Morsi, qui se préparait au naufrage, s'est jeté alors, avec l'énergie du désespoir politique, dans la dernière bouée de sauvetage : réclamer le respect de la légitimité du pouvoir qu'il exerce depuis une année. Un via-

tique que ses partisans, qui ont raté de faire le contrepoids, ont également convoqué, sans trop réussir à fléchir la détermination des opposants appuyés par l'armée.

Interdiction de sortie du territoire

Isolé, le président Morsi a fait l'objet, dans la même journée du mercredi, en compagnie d'autres dirigeants des Frères musulmans, d'une interdiction de quitter le territoire égyptien. Une sorte de mise en résidence surveillée qui manque à peine de dire son nom.

La justice a réactivé une enquête menée autour d'une évasion de prisonniers en 2011. Des informations difficilement vérifiables ont fait état de 77 personnes concernées par cette IST. Cette mesure vise, à ne pas en douter, à empêcher Morsi et ses partisans de fuir l'Égypte, après que la reprise en main du pouvoir par les militaires devenait inéluctable. D'ailleurs, les collaborateurs du président avaient tous quitté le palais présidentiel, après l'annonce de la mesure, laissant le président seul. L'enlèvement de la situation a été au demeurant tel que les Etats-Unis d'Amérique se sont déclarés très inquiets. Le département d'Etat américain a appelé le président Morsi à faire plus pour répondre aux inquiétudes des manifestants. «Nous restons très inquiets de ce que nous voyons sur le terrain en Égypte», a déclaré Jennifer Psaki, porte-parole du département d'Etat. «Nous avons le sentiment qu'il manquait des propositions déterminantes dans les propos du président Morsi», a-t-elle poursuivi, évoquant le discours prononcé mardi par Mohamed Morsi.

S. A. I.

CE MONDE QUI BOUGE

Leçon égyptienne : al-islam houa al-hal ? Allons donc !

C'est sous ce slogan trompeur parce qu'instrumentalisant la religion à des fins politiques jusqu'à l'absurde que les Frères musulmans, à l'instar des partis au Maghreb et dans les pays arabes et musulmans, avaient raflé la mise en Égypte en 2011-2012, remportant successivement les élections législatives et présidentielles, avant que le président Morsi ne fasse approuver par référendum une Constitution contestée par l'opposition ! Et si l'Occident capitaliste – n'ayons pas peur des mots – a joué la carte de l'islam politique, parce qu'il sert fondamentalement ses intérêts stratégiques, un homme, l'économiste égyptien de gauche Samir Amin, avait vu juste quand il affirmait que les Frères musulmans, qu'il appelle le «parti des milliardaires», dirigé alors par le milliardaire Kheirat al Chater, ne pouvaient en rien répondre aux attentes des Égyptiens les plus démunis. Car c'est sur le terrain social que les islamistes se sont cassé les dents comme on le verra plus loin.

Certes, Hosni Mubarak n'a pas laissé à ses successeurs une situation sociopolitique reluisante. Mais les caisses de l'Etat n'étaient pas vides, et au plan économique, la situation bien que difficile, n'était pas aussi désastreuse qu'elle l'est aujourd'hui. Ce faisant, le Parti de la liberté et de la justice

(PLJ), la vitrine politique des Frères musulmans, aurait très bien pu partir de l'acquis existant pour avancer. Mais il ne le pouvait pas parce que les Frères musulmans – ce parti de milliardaires – et Mubarak partageaient en commun une même vision néolibérale du développement.

Le chômage, qui était de 9% fin 2010, est passé à 13% courant 2013. Les prix des denrées de base ont augmenté de 30% en moins d'un an. Le pouvoir d'achat a baissé du fait de la dépréciation de la valeur de la livre égyptienne. La pauvreté touche 40% de la population. Et ce, sans compter les pénuries de pain, de fioul, de gaz et d'essence sur fond de queues interminables avec bagarres devant les boulangeries et les stations d'essence, avec en plus une multiplication des coupures de courant !

La vérité, c'est qu'il était facile aux islamistes quand ils étaient dans l'opposition de faire croire aux pauvres qu'une fois au pouvoir, ils allaient régler les problèmes selon les règles de l'Islam et moraliser la société. Or, faire la charité comme le font ponctuellement et à grand renfort de publicité religieuse les organisations caritatives liées aux Frères musulmans et aux salafistes est une chose, mais mettre en œuvre une politique sociale durable au profit du plus grand nombre, en est

une autre. En effet, une vraie politique sociale implique la mise en œuvre d'une stratégie de développement s'attaquant à la réduction des inégalités sociales, du chômage et de la pauvreté, à un engagement de l'Etat dans tous les domaines, une stratégie aux antipodes de la vision islamiste. Car les islamistes sont des partisans du tout libéral, du désengagement de l'Etat et de la dérégulation de l'économie, toutes choses dont rêvent les ultralibéraux occidentaux. Et avant de solliciter l'aide du FMI, Mohamed Morsi et ses amis ont bénéficié de l'aide du Qatar qui a octroyé une aide de 5 milliards de dollars à l'Égypte. Cela n'a pas suffi. Il ne restait que le FMI, prêt à accorder une aide de 4,7 milliards de dollars, voire plus à la condition que l'Égypte réduise ses dépenses sociales et s'impose une cure d'austérité socialement douloureuse pour les plus démunis !

Face à ces problèmes, Mohamed Morsi et les Frères musulmans ont cru s'en sortir en usant d'une arme déjà utilisée par Sadate et Mubarak : l'autoritarisme et la diversion. Ainsi en est-il de ses tentatives de mise au pas des juges, des médias – plus de 600 plaintes déposées contre les journalistes autant qu'en trente ans de gouvernance sous Mubarak –, le fait de renforcer l'emprise des islamistes à tous les niveaux de l'État comme la nomination des



Par Hassane Zerrouky

gouverneurs (11 sur 27). L'un d'entre eux, ancien du djihad islamique, nommé à Louxor là où, en 1997, à la tête d'un groupe armé, il avait assassiné plus de 50 touristes occidentaux, a, on le sait, été contraint de démissionner sous la pression populaire.

Un projet de loi liberticide sur les ONG et le fait de vouloir régenter la société en cherchant à étendre la Charia n'ont fait qu'attiser les ressentiments contre lui. Aussi, ni de soudaines menaces de guerre envers l'Éthiopie, coupable de construire un barrage sur le Nil, ni la rupture spectaculaire avec Damas n'ont permis d'enrayer la chute des islamistes au sein de l'opinion. Le résultat est là : un an après, la désillusion le dispute à la déprime. Raillé, moqué et surtout contesté, Mohamed Morsi n'a aucun bilan positif pour sa défense.

H. Z.